



Le Ministre de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse

Vu la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire, notamment l'article 6;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 22 septembre 1992 déterminant les modalités des concours de recrutement du personnel enseignant de l'enseignement postprimaire;

Arrête :

Article unique: En sciences économiques et sociales, le concours de recrutement comporte les épreuves de classement suivantes:

A) Une dissertation, rédigée en langue française, devant permettre d'apprécier les connaissances en économie politique (théorie économique, actualité économique). L'épreuve, d'une durée de trois heures, est dotée du coefficient 1,5.

B) Une épreuve, rédigée en langue française, devant permettre d'apprécier les connaissances théoriques et pratiques en économie de gestion. Cette épreuve, comprenant les éléments de comptabilité, d'analyse financière, de droit commercial et civil, est basée sur le programme prévu pour les classes de 3^e, 2^e et 1^{re} de l'enseignement secondaire classique. L'épreuve, d'une durée de deux heures, est dotée du coefficient 1,5.

C) Une épreuve écrite en statistiques et probabilités et en mathématiques financières. Cette épreuve est basée sur le programme prévu pour les classes de 3^e, 2^e et 1^{re} de l'enseignement secondaire classique. L'épreuve, d'une durée de deux heures, est dotée du coefficient 1.

D) Un exposé oral fait en langue française et portant sur un texte économique rédigé en français, en anglais ou en allemand, selon décision du jury. L'exposé sera suivi d'une discussion en langue française au cours de laquelle le candidat répondra à des questions en relation avec le texte. Le jury appréciera notamment la cohérence de l'exposé, l'expression orale, la faculté de synthèse et la capacité du candidat de répondre aux questions du jury. L'épreuve, d'une durée d'une heure pour la préparation et d'une demi-heure, pour l'exposé et la discussion est dotée du coefficient 2.

Luxembourg, le 24 octobre 2018

Le Ministre de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse,

Exemples d'épreuves



Concours de recrutement en sciences économiques et sociales

Dissertation économique

TTIP : élargir l'accès au marché américain, réformer la protection des investisseurs et maintenir les normes européennes

Les députés de la commission du commerce international appellent à plus d'ouverture du marché américain, une réforme de la protection de l'investissement et le maintien des normes de l'UE dans les négociations en cours sur le TTIP

Un accord commercial entre l'UE et les États-Unis devrait élargir l'accès au marché américain mais sans saper les normes de l'UE ou le droit de réglementer dans l'intérêt du public, ont affirmé les députés de la commission du commerce international dans leur projet de recommandations voté ce jeudi. Les outils visant à résoudre les litiges entre investisseurs et États devraient être réformés et améliorés, ont-ils ajouté.

Les recommandations aux négociateurs de la Commission européenne sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), approuvées en commission du commerce international par 28 voix pour, 13 voix contre et aucune abstention, doivent encore être adoptées par le Parlement dans son ensemble.

Un accord ambitieux mais équilibré

Le PIB de l'UE "dépend fortement du commerce et des exportations". Par conséquent, un accord "bien conçu" avec les États-Unis pourrait accroître la contribution du secteur au PIB de l'UE de 15-20% d'ici 2020. Les entreprises européennes, en particulier les PME et les micro-entreprises, bénéficieraient donc d'un marché de 850 millions de consommateurs, affirme le texte.

Parallèlement, en raison d'études contradictoires, il est difficile d'évaluer les bienfaits réels du TTIP pour l'économie de l'UE, font remarquer les députés. Par conséquent, ils soulignent que les négociations doivent être transparentes, afin de parvenir à un accord "ambitieux" mais "équilibré", avec des bénéfices partagés entre États membres, pour arriver à un "environnement économique efficace et propice à la concurrence" et pour empêcher les barrières commerciales non tarifaires. Un niveau de protection élevé des consommateurs européens, de leurs données, de la santé et de la sécurité doit être garanti. De même, il faut empêcher le dumping social, fiscal et environnemental, précisent les députés.

Agriculture: "liste exhaustive" de produits sensibles

Tout en essayant d'éliminer l'ensemble des droits de douane, les deux partenaires devraient cependant négocier une "liste exhaustive" des "produits agricoles et industriels sensibles" qui pourraient soit être exemptés de la libéralisation des échanges, soit être soumis à des périodes de transition plus longues, affirment les députés.

Ils demandent aux négociateurs de l'UE de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour insérer une "clause de sauvegarde" réservant le droit de fermer des marchés pour des produits spécifiques dans le cas où une augmentation des importations viendrait à menacer ou à causer de sérieux dommages à la production alimentaire nationale.

Par ailleurs, ils appellent la Commission européenne à encourager les États-Unis à lever l'interdiction sur les importations de bœuf de l'UE soit levée et à inclure un niveau de protection élevé pour le système d'indication géographique de l'UE.



Normes sur la santé publique

Les négociateurs doivent essayer d'éliminer les procédures excessives de contrôle des importations pour des motifs de santé alimentaire et phytosanitaire, et il devrait y avoir une "reconnaissance mutuelle des normes équivalentes", affirment les députés. Parallèlement, les normes de l'UE devraient être garanties dans des domaines où celles des États-Unis sont "très différentes", par exemple concernant l'autorisation des produits chimiques, le clonage ou les perturbateurs endocriniens. Le "principe de précaution" de l'UE doit être respecté, ajoutent les parlementaires.

Ouverture des marchés américains des transports et des contrats publics

Les négociations sur le TTIP devraient supprimer les restrictions actuelles des États-Unis sur la propriété étrangère de services de transport maritime et aérien et de compagnies aériennes, comme le "Jones Act" ou le "Air Cabotage law", qui "entravent considérablement l'accès pour les entreprises européennes". Les députés appellent aussi à élargir l'accès de l'UE aux marchés américains des télécommunications.

Selon les parlementaires, la grande disparité dans l'ouverture des marchés publics des deux parties devait être corrigée et le TTIP devrait atteindre une "ouverture importante" du secteur des marchés publics des États-Unis à tous les niveaux de gouvernement, de sorte que les entreprises de l'UE, et en particulier les PME, puissent obtenir des marchés publics américains dans les domaines des services de construction, du génie civil, des transports et de l'énergie.

Les députés demandent aussi aux négociateurs européens de garder à l'esprit les intérêts de l'UE à pénétrer le marché des "services hautement spécialisés", tels que l'ingénierie et d'autres services professionnels, financiers ou de transport.

Exclure les services publics

Les députés réaffirment également leur volonté d'exclure les services publics du champ d'application du TTIP (y compris, mais sans s'y limiter, l'eau, la santé, les services sociaux, les systèmes de sécurité sociale et l'éducation).

Un accord sur le TTIP, une fois établi par les négociateurs de l'UE et des États-Unis, aura besoin du soutien du Parlement européen et du Conseil de l'UE pour entrer en vigueur.

INTA Communiqué de presse - Commerce extérieur/international – 28-05-2015 - 18:13

Points à traiter :

- Le PIB : instrument de mesure principal de la croissance. Développez cet indicateur économique d'abord de manière générale, puis établissez le lien avec le texte.
- Quelle est votre position face à l'enjeu des « Normes sur la santé publique » ?
- Décrivez de manière exhaustive les différents degrés d'ouverture d'une économie, puis faites la relation avec le texte.
- Par quel moyen mesure-t-on les transactions économiques d'un pays avec le reste du monde ? Indiquez en détail les composantes des balances partielles.
- Etes-vous en faveur d'un accord de type TTIP avec l'Union Européenne ? Argumentez.



CONCOURS DE RECRUTEMENT EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

ECONOMIE DE GESTION

Janvier 2016

EXERCICE 1 (6 points)

Une Société anonyme a émis 12.000 actions de 50 € libérées de moitié. La société a attribué en plus 1.500 parts aux fondateurs. Le bilan avant répartition bénéficiaire pour l'année 2014, fournit les informations suivantes:

→ Report à nouveau bénéficiaire	4.500 €
→ Réserve légale cumulée des exercices précédents	40.000 €
→ Bénéfice avant impôts soumis au taux d'imposition de 30%	640.000 €

L'assemblée générale décide:

- l'affectation à la réserve légale
- un premier dividende de 6% sur le capital libéré
- une réserve facultative dotée de 35.000 €
- 20% du solde aux parts bénéficiaires
- le reste comme superdividende dont le montant est arrondi à l'euro inférieur

Travail à faire:

- Présentez la répartition bénéficiaire (tableau et calculs). Le bénéfice est soumis à un taux d'imposition de 30%.
- Déterminez les dividendes à payer et les impôts à payer sur dividendes. Les dividendes sont soumis à un taux d'imposition de 15%.
- Journalisez la répartition bénéficiaire ainsi que le règlement par virement bancaire des dividendes à payer et des impôts à payer sur dividendes.



EXERCICE 2 (5,5 points)

L'entreprise SCHMIDT sàrl vous communique les données suivantes concernant ses comptes de charges et de produits

6063	Achats stockés de marchandises	8.000	
61	Autres charges externes	3.500	
74	Autres produits d'exploitation		450
65	Charges financières	6.800	
63	D.C.V. – Charges d'exploitation	10.550	
67	Impôts sur les résultats	2.200	
76	Produits exceptionnels dont plus-value de cession d'une immobilisation corporelle : 6.000		6.800
75	Produits financiers		400
751	R.C.V.- Produits financiers		300
62	Frais de personnel	18700	
607	Variation des stocks de marchandises		1.200
7051	Ventes de marchandises		45.000

Informations supplémentaires :

Le compte « Autres Charges Externes » comprend des redevances de crédit-bail mobilier pour un montant de 3.000 € (à retraiter 1/3 en charges financières et 2/3 en DCV – Charges d'exploitation)

Travail à faire:

- Calculez l'excédent brut d'exploitation
- Calculez le résultat d'exploitation
- Calculez le résultat courant avant impôts
- Calculez le résultat net de l'exercice
- Déterminez la capacité d'autofinancement selon la méthode soustractive
- Calculez l'autofinancement de l'entreprise sachant que les associés ont décidé de distribuer 75 % du bénéfice. Pourquoi l'autofinancement est-il une source de financement indispensable et plus particulièrement pour les petites entreprises?



EXERCICE 3 (3,5 points)

Emplois	Bilan fonctionnel au 31.12.N		Ressources
Actif immobilisé	126.500	Financement propre	131.060
Stocks	55.600	Dettes financières	50.942
Créances	11.935	Dettes d'exploitation	16.450
Trésorerie positive	12.966	Trésorerie négative	8.549
	207.001		207.001

Travail à faire:

- Calculez le fonds de roulement (2 méthodes), le besoin en fonds de roulement et la trésorerie nette (2 méthodes).
- Calculez et commentez le ratio de financement des immobilisations
- Calculez et commentez le ratio de liquidité immédiate

EXERCICE 4 (5 points)

En voici un extrait de la BVS avant clôture:

BVS – MAURICE SARL		Sommes		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit
461411	TVA en aval 14 %		2.799,51		2.799,51
461411	TVA en aval 17 %	752,39	18.809,51		18057,12
421611	TVA en amont 3 %	10,87		10,87	
421611	TVA en amont 8 %	87,13		87,13	
421611	TVA en amont 14 %	744,58		744,58	
421611	TVA en amont 17 %	9.354,04	126,96	9227,08	

Travail à faire:

- Reportez tous les montants de la BVS dans le Grand-Livre et faites les écritures de regroupement des comptes de T.V.A., c'est-à-dire les écritures de virement pour solde des comptes de TVA en amont (opération n°1) et TVA en aval (opération n°2); déterminez la créance ou la dette envers l'Administration de l'Enregistrement !
- Enregistrez la dette ou la créance relative à la TVA! (opération n°3)
- Enregistrez le paiement de la dette ou de la créance, sachant que ce paiement se fera par virement bancaire (opération n°4)!



Extrait de la balance avant inventaire au 31.12.N

	Sommes		Soldes	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6063 Ach.stockés – Marchand.	762.312,40	11.020,39	751.292,01	
609 RRR obtenus achats de mses		13.952,25		13.952,25
7051 Ventes de march.		1.152.465,33		1.152.465,33
709 RRR acc. sur ventes de marchandises	11.370,23		11.370,23	

Travail à faire au 31.12.N:

Passez les écritures de virement pour solde des comptes RRR au Journal!

EPREUVE EN MATHEMATIQUES FINANCIERES, STATISTIQUE ET PROBABILITÉS

- I.(6)** 1. Quel montant constant annuel doit-on placer pendant 20 ans à 1,2% l'an pour disposer de 40.000 un mois après le dernier placement ?
2. Un emprunt de 40.000 au taux d'intérêts composés annuel de 4% est remboursable sur 10 ans par mensualités constantes débutant dans 1 mois. Après paiement de la 40^e mensualité le débiteur obtient un sursis de paiement de 4 mois pour cause de problèmes de liquidités.
Quel doit être le montant de la nouvelle mensualité pour respecter l'échéance initiale ?
- 3.a. Entre le 1/1/2014 et le 31/12/2014 l'action ArcelorMittal a perdu 30% de sa valeur, puis, du 1/1/15 au 31/12/15 le cours a encore baissé de 60%. Exprimez sa valeur finale par rapport à la valeur initiale.
- b. Sur 2 ans, une action A a gagné chaque année 10%, une action B a perdu chaque année 10%.
- Les variations globales de ces actions sont-elles identiques en valeur absolue ? Une action C ayant gagné 10%, puis perdu 10%, se retrouve-t-elle au cours final moyen de A et B ?

- II.(5)** Le parc automobile d'une entreprise est classé d'après son ancienneté de service :

Années de service	nombre de voitures
[0-1[5
[1-3[20
[3-5[25
[5-7[35
[7-12[35

- a. Calculez la médiane et vérifiez ce calcul par un graphique.
- b. Calculez la moyenne et déterminez le pourcentage des voitures âgées de moins de la moyenne. Commentez brièvement par rapport à la médiane.

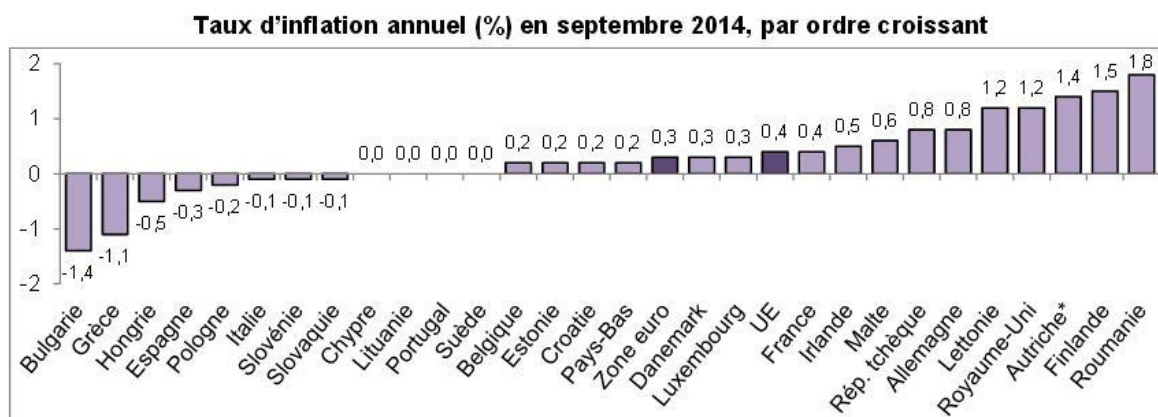
- III.(9)** 1. On tire simultanément 5 cartes d'un jeu de 32 cartes. Quelle est la probabilité d'avoir :
- exactement 1 roi et 3 dames ?
 - au plus 3 as ?
 - exactement 3 rois et 3 cœurs ?
2. Deux tireurs font feu simultanément sur une cible. La probabilité de X de toucher la cible vaut $\frac{3}{4}$, celle de Y $\frac{1}{3}$. Calculez la probabilité pour que la cible :
- soit atteinte par 1 tireur seulement
 - ne soit pas atteinte.
3. Combien de mots distincts à 11 lettres pourrait-on former avec « statistique » ?
4. Une agence de voyage propose 2 durées de séjour - week-end ou la semaine - et 2 types de destination - France ou Espagne -. On constate que 60% des séjours sont en France et que 45% des séjours en France et 75% des séjours en Espagne durent 1 semaine. Sachant qu'un séjour est le week-end, calculez la probabilité qu'il ait lieu en France.
5. Une urne contient 8 boules rouges, 2 boules noires et 1 boule blanche.
Un joueur peut tirer simultanément 2 boules : 1 boule rouge rapporte 1 euro, 1 boule blanche rapporte 9 euros et 1 boule noire fait perdre 10 euros.
- Etablissez la loi de probabilité de $X = \text{« résultat réalisé »}$.
 - Calculez l'espérance de gain et son écart type. Le jeu est-il équitable ?

Concours de recrutement 2015 – Epreuves de classement

Sciences économiques et sociales

Dissertation économique

UE: 8 pays sont maintenant entrés dans la déflation, le pire de tous les maux de l'économie



8 des 28 pays de l'UE sont maintenant entrés dans la déflation (...), ce qui ne fait qu'augmenter la pression sur la BCE pour qu'elle « fasse quelque chose ». En comparaison avec le mois d'août, les prix ont baissé dans 17 Etats membres, ils sont restés inchangés dans 2 autres et ils ont augmenté dans 9 autres.

L'expérience japonaise nous indique que la déflation est un phénomène dangereux, comme l'avait formulé Steen Jakobsen, l'économiste en chef de la banque danoise Saxo Bank: En tant que tel, il est important de se rappeler que du point de vue d'un décideur politique, la désinflation est le pire de tous les maux de l'économie. En d'autres termes, on sait quand elle commence, mais jamais quand elle prendra fin. En situation de déflation les consommateurs reportent leurs dépenses: au bout d'un an, ils peuvent acheter plus pour la même somme d'argent. Cela conduit à une augmentation des stocks pour les entreprises qui reportent également leurs achats à leur tour, parce qu'elles se retrouvent coincées avec du surstock, qui a aussi perdu de sa valeur.

Dans un environnement déflationniste, les prix continuent de baisser, sans que l'on puisse voir la fin de cette baisse. Pour certains, c'est une bonne chose, mais pour beaucoup, il n'y a là aucune raison de se réjouir. La déflation est beaucoup plus difficile à contrôler que l'inflation. Dans le cas de cette dernière, les banques centrales vont augmenter les taux d'intérêt pour contenir l'inflation. Pour juguler la déflation, il faut donc en théorie faire baisser les taux d'intérêt. Mais dans le contexte actuel, c'est impossible, les taux d'intérêt sont déjà proches de zéro à peu près partout.

Avec des taux d'intérêt bas, le seul levier qui reste à Mario Draghi est celui de l'assouplissement quantitatif, c'est-à-dire inonder le marché avec de nouveaux fonds, mais les Allemands rejettent le recours à cet outil. Pour nos voisins de l'Est, c'est l'inflation, et non pas la déflation, le véritable ennemi.

En outre, Angela Merkel a réaffirmé jeudi que la crise de l'euro n'était pas terminée. Cela ne sera possible que si les pays réduisent leurs déficits et qu'ils renforcent leurs économies, a-t-elle dit au Parlement allemand.

Cependant, il semble que réclamer de la discipline budgétaire soit trop demander pour deux des plus grandes économies de la zone euro : la France et l'Italie. Les Français ont publié cette année un budget dans lequel la limite de 3% n'est pas respectée, en violation de tous les accords. Cette semaine, on a appris que l'Italie a arrangé son bilan avec les revenus de la drogue et de la prostitution afin de ne pas enregistrer une troisième récession consécutive.

Stimuler l'économie par des investissements importants réalisés par les gouvernements est également quasiment impossible, en raison du boulet de la dette élevée que tous les pays européens traînent derrière eux. La Banque centrale européenne devra donc compter sur des mesures extraordinaires pour réduire la déflation, comme, par exemple, l'achat d'obligations à grande échelle, sans garantie que cela soit couronné de succès.

Publié par wikistrike.com le 20 Octobre 2014, 09:00am

- 1. Expliquez les notions d'inflation, de déflation et de désinflation.**
- 2. Expliquez, en vous servant d'un exemple concret, la phrase suivante : “La déflation est beaucoup plus difficile à contrôler que l'inflation.”**
- 3. Quelles peuvent être des répercussions positives respectivement négatives de la déflation sur l'activité économique d'un pays ?**
- 4. Décrivez les missions et les objectifs de la BCE.**
- 5. Expliquez en détail la politique monétaire de la BCE (2 types).**
- 6. Quelles mesures devraient être prises dans le contexte actuel ? Raisonner à base du texte et de vos propres réflexions.**
- 7. Expliquez la phrase suivante : “réclamer de la discipline budgétaire est trop demander pour deux des plus grandes économies de la zone euro”**
- 8. En supposant une situation de basse conjoncture, décrivez (graphique à l'appui) la politique budgétaire conjoncturelle à mettre en oeuvre.**
- 9. Pourquoi, d'après le texte, une telle politique paraît difficile, voire impossible dans la situation actuelle ?**

Création massive d'emplois aux Etats-Unis

Le marché de l'emploi aux Etats-Unis s'est spectaculairement redressé en 2014. L'économie américaine n'a jamais créé autant d'emplois depuis quinze ans. Une performance qui lui permet d'afficher un taux de chômage de 5,6 % en décembre 2014, le plus bas depuis juin 2008. C'est 0,2 point de moins qu'en novembre et mieux que ce qu'anticipaient les économistes.

Selon les statistiques publiées par le département du travail américain, 252 000 emplois ont été créés en décembre 2014. Les chiffres d'octobre et de novembre 2014 ont été par ailleurs révisés à la hausse. Sur l'ensemble de l'année, les Etats-Unis ont ainsi créé 2,95 millions d'emplois, soit 245 833 par mois en moyenne. Il faut donc remonter à 1999 pour retrouver de telles performances. Cette année-là, l'économie américaine avait créé 3 millions d'emplois. Une comparaison qu'il faut relativiser dans la mesure où, entre-temps, la population a augmenté de 39 millions, à 318 millions.

Ces bonnes nouvelles pour l'économie américaine ont été quelque peu écornées par les statistiques sur l'évolution des salaires publiées simultanément. A la surprise générale, le salaire horaire a baissé de 0,2 %, du jamais vu depuis 2006. Sur l'ensemble de 2014, le salaire horaire moyen a augmenté de 1,7 %, soit la plus faible progression depuis octobre 2012. Ce chiffre doit également être mis en perspective avec l'inflation qui atteint 1,3 %, ce qui veut dire qu'en réalité les salaires font quasiment du surplace en termes de pouvoir d'achat.

Cet indicateur des salaires est étroitement surveillé par la Réserve fédérale (Fed), pour qui sa faible progression est un signe que le marché de l'emploi reste convalescent. Celui-ci n'est pas encore suffisamment dynamique pour exercer une pression sur les employeurs. Globalement, ceux-ci ne semblent pas confrontés à des difficultés de recrutement, qui les obligeraient à augmenter les salaires pour attirer une main-d'œuvre devenue plus rare.

En attendant, le fait que les salaires ne repartent pas à la hausse n'est pas une bonne nouvelle pour la consommation des ménages, qui représente 70 % de l'activité économique aux Etats-Unis. En revanche, la chute brutale des prix de l'énergie enregistrée ces dernières semaines va procurer aux ménages un supplément de pouvoir d'achat qui sera le bienvenu dans ce contexte.

Toutefois, l'impact énergétique est à double tranchant. Car les entreprises du secteur pétrolier ont déjà prévenu qu'elles allaient lever le pied sur leurs investissements en 2015. La chute du prix du baril fait qu'un certain nombre de forages ne sont plus rentables. " *Les suppressions d'emplois ajustées des variations saisonnières dans le secteur de l'énergie ont bondi à leur plus haut niveau depuis la fin 2012* ", remarque David Mericle, économiste chez Goldman Sachs. Le phénomène devrait s'amplifier dans les mois à venir et ainsi peser sur la dynamique générale de l'emploi. Depuis 2011, l'industrie pétrolière dans son ensemble a créé 779 000 emplois, soit un bond de 50%, alors que la progression dans les autres secteurs n'a été que de 7 %.

Autre indicateur, qui laisse dubitatif : le taux de participation au marché de l'emploi – c'est-à-dire la proportion de la population qui a un emploi ou qui en cherche effectivement un – a une nouvelle fois baissé en décembre 2014 à 62,7 %, du jamais-vu depuis les années 1970. C'est d'ailleurs ce qui explique en grande partie la baisse du taux de chômage, font remarquer les analystes de la Deutsche bank. Un nombre important d'Américains, découragés de ne pas trouver de travail, disparaissent des statistiques officielles et font ainsi baisser mécaniquement le taux de chômage.

Au 31 décembre 2014, il y avait 8,7 millions d'Américains en recherche d'emploi. Mais, lorsqu'on ajoute des indicateurs comme le nombre de temps partiels subis, on arrive à un taux de chômage de 11,2 %, soit 0,2 point de moins qu'en novembre. On est revenu au niveau de septembre 2008, date de la faillite de la banque Lehman Brothers, mais on reste encore loin des taux d'avant-crise, qui oscillaient entre 8 % et 10 %. De quoi inciter la Fed à réfléchir avant d'augmenter ses taux d'intérêt. Si l'amélioration du marché du travail aux Etats-Unis est incontestable, il faudra encore un peu de temps pour revenir à une véritable situation de plein-emploi.

Allemagne : Le chômage au plus bas

Jamais le chômage n'a été aussi faible en Allemagne depuis la réunification. Il y avait, en décembre 2014, 2,764 millions de demandeurs d'emploi, soit 6,4 % de la population active. C'est 47 000 chômeurs de plus qu'en novembre (+ 0,1 %) mais 110 000 de moins qu'un an auparavant. En moyenne sur 2014, le taux de chômage s'est établi à 6,7 %, contre 6,9 % en 2013.

On ne peut pas expliquer la bonne tenue du marché du travail par la démographie : en 2014, on a compté 42,6 millions d'actifs soit 372 000 de plus (+ 0,9 %) qu'en 2013. Cela fait huit années de suite que le nombre d'actifs augmente. On ne peut pas non plus expliquer cette situation par le seul développement de l'emploi précaire. En octobre 2014, le nombre d'emplois soumis à cotisations sociales a atteint 30,7 millions, soit 500 000 de plus qu'en octobre 2013. Et si le nombre de personnes qui souhaiteraient travailler davantage reste élevé – 3,6 millions de personnes –, il est lui aussi en baisse. Pourtant, la croissance allemande, sans doute d'environ 1,2 %, reste assez faible et ne saurait expliquer à elle seule ce que les médias allemands nomment " *le miracle de l'emploi* ".

Selon Enzo Weber, professeur à l'Institut de recherche sur le marché du travail (IAB), " *depuis la récession de 2008-2009, le marché du travail est déconnecté de la conjoncture. Cela tient à plusieurs facteurs, notamment l'augmentation de l'emploi dans les services moins dépendants de la conjoncture que l'industrie, l'augmentation de l'immigration qui amène davantage de personnes sur le marché du travail mais aussi la pénurie de main-d'œuvre qui s'accroît et qui amène les employeurs à conserver leurs salariés pour garder une main-d'œuvre qualifiée et s'éviter des procédures de recrutements longues et fastidieuses* ". Si

dans l'ex-Allemagne de l'Est, le chômage peut atteindre 11 %, comme à Berlin ou dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, il est inférieur à 4 % dans les Länder les plus industrialisés, comme la Bavière ou le Bade-Wurtemberg.

Mais si, en période de faible croissance, l'emploi continue de progresser, c'est aussi parce que la productivité stagne. Si celle-ci était à l'origine d'une grande partie de la croissance jusqu'en 2012, le phénomène s'est inversé depuis le deuxième trimestre 2013. La croissance est due à l'augmentation des effectifs bien plus qu'à l'efficacité croissante des effectifs existants. Ce qui est bon à court terme pour l'emploi ne l'est pas forcément durablement. La faiblesse des investissements privés est un sujet de débats et de préoccupation. Certes les grandes entreprises allemandes investissent mais une grande partie de ces investissements sont réalisés à l'étranger.

L'autre interrogation pour les mois à venir concerne les effets de l'introduction du salaire minimum à 8,50 euros de l'heure depuis le 1er janvier. Pour la confédération syndicale DGB, les bons chiffres de l'emploi prouvent que cette mesure phare de la grande coalition n'a pas empêché les entreprises d'embaucher. Mais d'autres sont plus sceptiques. A l'automne, quatre des cinq économistes qui conseillent le gouvernement ont mis en garde celui-ci et jugé que le salaire minimum aurait un effet négatif sur l'emploi.

C'est dans ce contexte unique en Europe que vont prochainement commencer les négociations salariales dans plusieurs branches. Dans la métallurgie où travaillent 3,7 millions de salariés, le syndicat IG Metall revendique 5,5 % d'augmentation sur douze mois. Selon tous les experts, il devrait obtenir entre 2,5 % et 3 %. En 2013, l'IG Metall, qui avait initialement affiché la même revendication, avait obtenu une augmentation de 3,4 % au 1er juillet 2013, puis de 2,2 % à partir du 1er mai 2014. Mais cette année, les craintes de déflation amènent certains, comme la Bundesbank, à plaider en faveur d'augmentations conséquentes pour soutenir la demande et donc les hausses de prix.

La Grande-Bretagne, royaume des travailleurs pauvres

Selon des chiffres publiés en décembre 2014 par le Bureau britannique des statistiques, jamais le taux d'emploi n'a été aussi élevé au Royaume-Uni : 87,7 % des familles ont au moins une personne avec un travail. Mais derrière ce record historique se cachent des hommes et des femmes comme Keith Goodes, forcés de faire des horaires à rallonge pour boucler leurs fins de mois.

Jusqu'en 2012, ce militant du syndicat britannique, Unison, était employé dans le centre d'accueil de jour pour handicapés physiques et mentaux de la mairie de Barnet. Il travaille toujours au même endroit, mais son employeur est désormais une entreprise privée... possédée à 100 % par la mairie. De cette façon, celle-ci a pu revoir à la baisse les conditions de travail des employés. En 2013, avec un budget plus serré que prévu, elle a baissé les salaires de 10 %.

Pour M. Goodes, dont la femme a repris des études et n'a presque aucun revenu, cela s'est traduit par 230 euros en moins par mois, réduisant son salaire à 2 100 euros environ et le forçant à enchaîner en soirée sur un second emploi, s'occupant en début de soirée à domicile d'une autre personne handicapée. A Londres, l'une des villes les plus chères au monde, c'est juste assez pour payer son prêt immobilier, qui lui pompe à peu près la moitié de son budget, ses factures et de quoi manger.

Ils sont désormais 5,2 millions de Britanniques comme M. Goodes à avoir un emploi mais à gagner moins que le « salaire de vie » (*living wage*). Ce revenu, supérieur au salaire minimum, représente le minimum nécessaire pour vivre convenablement. Il est estimé à 7,85 livres (10 euros) de l'heure à travers le pays, et à 9,15 livres (11,60 euros) à Londres, selon la Living Wage Foundation, l'association qui promeut cette idée. « *Un travailleur sur cinq est payé moins que le montant nécessaire pour avoir un niveau de vie basique, mais socialement acceptable* », estime la fondation.

Les travailleurs pauvres, un phénomène courant aux Etats-Unis, sont relativement nouveaux au Royaume-Uni. S'ils sont apparus dans les années 2000, à la suite de la libéralisation de plusieurs lois du travail, leur nombre a explosé avec la crise de 2008.

A l'époque, les économistes prédisaient que le chômage s'envolerait. Il a finalement atteint un pic autour de 8,5 %, avant de chuter rapidement à 6 % avec la reprise économique depuis dix-huit mois. Dans le même temps, les salaires ont été réduits : en moyenne, les revenus ont chuté de 12 % en valeur réelle (corrigée de l'inflation) par rapport à 2007, du jamais-vu depuis la crise des années 1920.

Le travail précaire s'est aussi généralisé, avec notamment la multiplication des autoentrepreneurs. Depuis 2008, ceux-ci représentent les trois quarts des emplois créés. Pour une bonne part, il s'agit en fait de contrats déguisés, qui permettent de réduire les charges sociales.

Une grande partie des coursiers de DHL, UPS ou encore FedEx, qui assurent les livraisons de colis, sont officiellement autoentrepreneurs. Pourtant, ils portent l'uniforme de l'entreprise, conduisent une camionnette à ses couleurs et suivent une liste de livraisons qui leur a été donnée le matin. Les personnes qui relèvent les compteurs d'EDF et des autres grandes compagnies d'électricité sont au même statut. Les « employés » n'ont ainsi pas droit aux congés payés et doivent payer eux-mêmes une partie des cotisations sociales normalement prises en charge par l'entreprise. S'ils se cassent une jambe ou tombent malades, ils se retrouvent immédiatement sans revenu.

Autre grande tendance du marché du travail : les contrats à zéro heure. Ils permettent à une entreprise d'avoir un « salarié » à disposition, sans lui garantir la moindre heure de travail. GLL, qui assure à Londres la sous-traitance de

centres de loisirs et de bibliothèques pour de nombreuses municipalités, est une spécialiste de ce genre de contrats, que signent les deux tiers de ses employés.

« *Les gens sont prêts à accepter n'importe quelles conditions* », estime Maria, qui travaille dans l'une de ces bibliothèques. A 22 ans, elle cherche depuis quatre ans un emploi à temps plein. « *Je ne connais mes horaires qu'une semaine à l'avance.* » En moyenne, elle fait près d'une vingtaine d'heures, mais sans aucune garantie. Sans revenu régulier, il lui est impossible de trouver un appartement à louer. Elle vit encore chez ses parents. « *Pour les jeunes de ma génération, débiter dans la vie est devenu si difficile.* » Sa situation est pourtant devenue la nouvelle norme : au travail, mais pauvre.



CONCOURS DE RECRUTEMENT EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

ECONOMIE DE GESTION

Janvier 2015

EXERCICE 1 (28 points)

Vous travaillez au service comptabilité de l'entreprise Les Alpes S.à r.l.

On vous fournit les informations suivantes relatives aux opérations d'inventaire:

Véhicule: Le 8 mars N-1 la société a acquis une camionnette d'une valeur de 19.900€ HTVA, les frais d'immatriculation s'élevant à 100 €, la durée d'utilisation prévue étant de 5 ans. L'amortissement se fera au prorata du mois en question ; procédé d'amortissement dégressif.

Titres immobilisés: L'entreprise a acquis le 31 mars N-1 des actions pour une valeur de 8 350 €. Le 31 décembre N-1 leur valeur était de 7 200 € et une provision a été constituée. A la date d'inventaire N leur valeur est de 8 700 €.

Clients douteux: La faillite du client "Heidi S.à r.l." est close. Nous n'avons pas pu récupérer la créance de 10 309,75 €, TTC 15%. En N-1, une provision de 6 500 € avait été constituée.

Risques et charges: L'entreprise est actuellement en litige avec un ancien salarié qui estime son licenciement comme abusif. Il demande une indemnité de 8 000 €, nous estimons une condamnation de 6 000 €.

Produits et charges à régulariser:

Le loyer pour les locaux de vente pour la période du 1^{er} décembre N au 28 février N+1 a été payé le 26 novembre N: 900 €.

Le 31 mars N+1 l'entreprise doit payer les intérêts débiteurs, s'élevant à 1.800 €, à échéance annuelle d'un emprunt contracté.

Etablissez le tableau d'amortissement du véhicule.
Journalisez les écritures de régularisation au 31 décembre N.



EXERCICE 2 (22 points)

La comptabilité d'une entreprise nous fournit les renseignements suivants (en milliers d'€):

Ventes	900	
RRR obtenus	15	
Frais d'achat	7	
Stock initial	61	
Achats de march.	210	
Stock final	63	
Dotations aux corrections de valeur	25	
Loyers	34	
Entretien et réparation	16	charges fixes
Commissions et courtages	37	charges variables
Charges de personnel	360	dont 1/3 charges fixes
Charges financières	30	dont 2/5 charges fixes

- Calculez le seuil de rentabilité par la méthode $R=0$!
- Représentez graphiquement le point mort et commentez-le!
- Calculez l'indice de sécurité et commentez-le!

Questions de compréhension (10 points)

- Expliquez le stock-outil ainsi que son traitement dans le contexte du bilan fonctionnel (sans exemple chiffré). (3pts)
- Expliquez le traitement des provisions dans le contexte du bilan fonctionnel (sans exemple chiffré). (5pts)
- Comment est calculé l'autofinancement? Pourquoi l'autofinancement est-il une source de financement indispensable et plus particulièrement pour les petites entreprises? (2pts)